

An: EDA
Telegrammdienst
3003 Bern

Referenzen und Initialen

i.A.22.14.7.3. - HK/is

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja Nein

Priorität

Norm. Dring. Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
wochentx					

Wochentelex 44/86 v e r t r a u l i c h

Réunion des MAE des pays N + N de la CSCE à Brioni (Yougoslavie),
Les 23 et 24 octobre 1986

Sur invitation du MAE de Yougoslavie, les MAE des pays N + N se sont rencontrés à Brioni, à la veille de l'ouverture de la Réunion de Vienne de la CSCE (4 novembre 1986), pour faire le point de la situation internationale, des relations Est-Ouest au lendemain du "Sommet" de Reykjavik et pour échanger leurs vues sur les perspectives de ladite Réunion de Vienne. Les MAE sont convenus que cette dernière va débiter dans un climat général de relations Est-Ouest en voie de réchauffement, ce qui devrait avoir une influence positive sur les négociations à 35. Leurs interventions à Brioni ont également fait ressortir une convergence de vues sur les points suivants:

- a) la Réunion de Vienne devra veiller à respecter l'équilibre entre les différentes corbeilles de l'Acte final d'Helsinki,
- b) lorsqu'elle examinera les suites à donner à la CDE (Conférence de Stockholm), la Réunion de Vienne devra éviter de brûler les étapes et de s'engager précipitamment dans la négociation d'un nouveau mandat sur une deuxième phase de la CDE consacrée au

150 000 24665

Datum: 27.10.1986
Tel. intern 31.53

Visum:

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

2

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

désarmement proprement dit. A cet égard, CFA a rappelé que le passage à une telle deuxième phase exige préalablement le renforcement et l'élargissement de la base de confiance dont les premiers jalons ont été posés à Stockholm, ainsi que des progrès dans les négociations USA-URSS en matière de contrôle des armements.

Au cours d'une conférence de presse donnée conjointement par les MAE des pays en question, CFA a également saisi l'occasion d'attirer l'attention sur

a) la nécessité pour les N + N, face à la tendance des alliances militaires à bipolariser et à privilégier les aspects militaires de la corbeille I de la CSCE, de serrer les rangs et de se mettre d'accord sur une plateforme commune qui préserve leurs intérêts spécifiques,

b) l'intérêt que porte la Suisse, avec d'autres pays d'ailleurs, à promouvoir à la Réunion de Vienne l'idée d'un Forum sur l'information, avec la participation des représentants des médias et des gouvernements des 35 Etats participants, sur le modèle du Forum culturel de Budapest de 1985.

La rencontre de Brioni a également permis à CFA de s'entretenir en privé avec Sinan Masani, Président de la présidence yougoslave (chef de l'Etat) et de souligner l'importance de la cohésion des N + N pour la préservation du processus de la CSCE.

Letzte
Zeile

1 150 000 24605

Datum: _____

Tel. intern _____

Visum: _____

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

3

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

Mauvais départ de la XXVe Conférence internationale de la Croix-Rouge - Suspension de la délégation gouvernementale d'Afrique du Sud

Vu les questions qui pourront vous être posées en raison du retentissement que les mass-media ont donné à la Conférence et le fait que certaines critiques ont été formulées à l'égard de la Suisse, nous résumons de façon détaillée les péripéties des premières journées.

1. Déroulement

a) Conférence débuta jeudi 23 octobre, réunissant environ 1200 délégués représentant les 165 pays parties aux Conventions de Genève, 145 sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, la Ligue et le CICR. La cérémonie d'ouverture eut lieu en présence du Président de la Confédération, le Conseiller fédéral Alphons Egli, qui fit un plaidoyer en faveur des principes d'humanité, de neutralité et d'universalité de la Croix-Rouge et de son caractère apolitique. La première séance plénière porta à la présidence de la Conférence M. Kurt Bolliger, président de la Croix-Rouge suisse, et au poste de Secrétaire général l'Ambassadeur Bénédicte von Tschanner, qui dirigea l'organisation de cette conférence.

Datum: _____
 Tel. intern _____

Visum:

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

4

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

b) Juste après ces élections, l'Ambassadeur du Kenya, en sa qualité de Président du groupe africain, déposa une motion demandant l'exclusion de l'Afrique du Sud.

L'intention des Africains était connue depuis plusieurs semaines. Des efforts intenses avaient été faits par le CICR, M. von Tscharnen, notre Mission à Genève, le DFAE et certaines de nos ambassades en Afrique pour trouver une solution avant le début de la Conférence. On pouvait espérer se diriger vers une solution similaire à celle de la Conférence du GATT à Punta del Este, où les Africains se contentèrent de faire une déclaration condamnant l'apartheid et le régime de Prétoria, et où la SWAPO, l'ANC et le PAC seraient en plus admis comme observateurs à la Conférence. Il semble cependant que la Commission permanente de la Croix-Rouge répondit par écrit de façon abrupte aux requêtes du groupe africain, un jour avant le début de la Conférence, ce qui contribua à radicaliser la position du groupe.

Par ailleurs, plusieurs contacts avec le Chef de la Mission d'Afrique du Sud à Genève et à Berne montrèrent que les Sud-Africains étaient résolus à participer à la Conférence et à y assister jusqu'à leur éventuelle exclusion. Dès lors l'affrontement devenait inévitable.

Letzte
Zeile

Datum: _____

Tel. intern _____

Visum:

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

5

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

Après la motion d'ordre du Kenya, près de 40 délégations firent des déclarations condamnant avec virulence l'apartheid et le régime de Prétoria (avec, au demeurant, des leçons parfaitement inopportunes données sur les droits de l'homme et le droit humanitaire par des pays comme l'URSS, le Vietnam ou l'Iran). Quelques pays occidentaux, dont la Suisse, firent des déclarations qui, tout en condamnant l'apartheid, plaidaient pour le respect des statuts et les principes fondamentaux d'universalité et de neutralité de la Croix-Rouge, qui est là pour porter assistance aux victimes et non pour soutenir des gouvernements.

En fin de soirée régna une grande confusion, car les Africains voulaient que l'on vote immédiatement sur la motion du Kenya, et les Occidentaux que l'on vote d'abord sur la question de savoir si la Conférence a la compétence d'exclure l'un de ses membres. Il y avait aussi désaccord sur les modalités de ce second vote, les Africains le voulant par appel nominal et les Occidentaux par bulletin secret. Vers 23h30, le Président Bolliger suspendit la séance de façon un peu maladroite, en ignorant les protestations des Africains qui voulaient passer au vote.

Vendredi matin fut le théâtre d'un long débat de procédure sur les modalités de vote. Le règlement de la Conférence, qui date de 1930 et n'est pas adapté à une conférence mondiale de la fin du 20ème siècle, n'étant pas clair sur la préséance du vote secret sur celui par appel nominal, il fut décidé de voter pour trancher cette

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum:

An: EDA
Telegrammdienst
3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

question. De nouvelles motions d'ordre surgirent pour que ce vote ait lieu par appel nominal et par vote secret. L'atmosphère était d'autant plus tendue que les Africains craignaient de perdre un vote à bulletin secret sur la compétence de la Conférence d'exclure un Etat membre. La séance fut suspendue une nouvelle fois dans le chaos, la Présidence se trouvant sévèrement critiquée par certains et la Conférence elle-même menacée de faire naufrage.

Vendredi soir le Président réunit les personnalités influentes de chaque groupe régional et leur présenta le package deal suivant, en déclarant que s'il n'était pas accepté il ne serait plus en mesure de présider la Conférence:

- Il procéderait directement, sans plus donner la parole à quiconque, à un vote par appel nominal sur la suspension de la délégation gouvernementale d'Afrique du Sud de la XXVe Conférence, sans vote préalable sur la compétence de la Conférence.
- Cette procédure se ferait en vertu de la compétence que lui procure le règlement intérieur et ne constituerait pas une interprétation des dispositions concernant les modalités de vote.
- Le résultat du vote, quel qu'il soit, serait accepté par toutes les délégations (sans walk out).
- Les chefs des groupes useraient de toute leur influence pour qu'aucun autre problème politique (notamment admission ANC, SWAPO, PAC et OLP comme observateurs) ne soit posé pendant cette première plénière.

Letzte
Zeile

150 000 24665

Datum: _____

Tel. intern _____

Visum:

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

7

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

Ce package deal fut accepté.

Samedi matin, la Conférence décida la suspension de la délégation gouvernementale d'Afrique du Sud de la présente Conférence par 159 oui, 25 non (principalement les pays occidentaux, dont la Suisse) et 8 abstentions (dont la Ligue). 51 délégations (le CICR et principalement des Sociétés Croix-Rouge occidentales) refusèrent de participer au vote, considérant qu'un vote suspendant un membre était contraire aux statuts et aux principes fondamentaux de la Croix-Rouge. La délégation d'Afrique du Sud demanda la parole, ce qui dut lui être refusé avant le vote en raison du package deal agréé, et après le vote car elle ne faisait dès lors plus partie de la Conférence. Ce fut un moment très pénible. Il y eut ensuite de nombreuses explications de vote (dont une de la Suisse).

c) L'atmosphère très tendue de ces 2 jours, la violation des statuts, le temps perdu, la quasi mise à l'écart des sociétés Croix-Rouge par les gouvernements dégoûtèrent de nombreuses sociétés nationales de la Croix-rouge, notamment occidentales. Aussi la Croix-Rouge australienne demanda-t-elle formellement la suspension de la Conférence elle-même, expliquant que dans cet état d'esprit il était ni souhaitable ni possible de continuer les travaux. Elle demanda en outre que cette décision soit prise par un vote à bulletin secret, avec l'appui - pour cette

Letzte
Zeile

Datum: _____

Tel. intern _____

Visum: _____

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja Nein

Priorität

Norm. Dring. Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

8

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

modalité - de 16 Croix-Rouge occidentales, dont celle de la Suisse. Le soutien de la Croix-Rouge suisse (CRS) à cette modalité de vote secret fit planer un doute sur son désir de voir la Conférence continuer. Cet impair, résultant d'un manque de coordination au sein de la CRS, conduisit le chef de la délégation CRS à faire une déclaration en plénière précisant que la CRS souhaitait que la Conférence se poursuive. Par 178 voix contre 52 et 5 abstentions, la Conférence décida de poursuivre ses travaux. La Conférence acheva l'ordre du jour de sa première plénière. Les travaux des deux Commissions débuteront lundi 27 octobre.

La délégation suisse, conduite par l'Ambassadeur Muheim, mit tout en oeuvre pendant ces deux premiers jours pour essayer de sauver la conférence d'un échec initial en établissant les contacts nécessaires entre la présidence et les différents groupes régionaux, avec le CICR, la Ligue, en essayant en un mot de mettre de l'huile dans les rouages et d'introduire un degré de professionnalisme dans toute l'opération qui jusqu'alors en manquait nettement.

2. Bilan de ces premières journées

- Une brèche a été faite dans le principe d'universalité de la Croix-Rouge, et ceci est très grave.
- Toutefois, la délégation de la Croix-Rouge sud-africaine n'a pas été exclue, comme il en était question initialement, et la délégation

Datum: _____

Tel. intern _____

Visum: _____

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

9

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

gation gouvernementale a été suspendue seulement de la présente
Conférence (et non exclue définitivement)

- L'ANC, la SWAPO, le PAC et l'OLP n'ont pas pour l'instant été
admis comme observateurs (la présence de l'OLP aurait été inaccep-
table pour Israel et les USA).

- Par la demande de suspension de la Conférence, présentée par la
Croix-rouge australienne, un avertissement très sérieux a été
donné par les croix-rouges occidentales (principales donatrices)
sur les limites du tolérable.

- Il faut espérer que les tensions accumulées ne nuiront pas à la
suite des travaux.

- La suspension de la délégation sud-africaine, dès lors qu'elle
était voulue avec détermination par les Africains, appuyés par les
77 et le groupe socialiste, était inévitable. Ce qu'il faut dé-
plorer, ce sont les conditions dans lesquelles cette décision a été
prise et le tort qui a ainsi été fait à l'image de la Croix-Rouge
comme institution neutre, apolitique et purement humanitaire.

3. Appréciation du point de vue de la Suisse

Il ne fait pas de doute que cette phase initiale de la Conférence
a valu des critiques aux organisateurs suisses à quatre titres
différents.

Letzte
Zeile

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum:

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja Nein

Priorität

Norm. Dring. Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

10

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

- adressées à la Présidence jugée maladroite et soupçonnée par les Africains, mais aussi par les Soviétiques, de vouloir tout faire pour éviter une décision sur l'Afrique du Sud. Il faut toutefois reconnaître que la tâche était difficile pour quelqu'un qui manquait d'expérience dans la conduite d'assemblées internationales.

- adressées à la Croix-rouge suisse, société nationale invitante et organisatrice de la Conférence, qui a commis une incontestable maladresse en laissant entendre qu'elle était favorable à une suspension de la Conférence,

- enfin, beaucoup ont été déçus par le rôle effacé et peu opérationnel dans cette phase initiale de l'importante délégation du CICR, et du manque de coordination entre elle et la Présidence.

- Le scénario qui pour finir a été voulu et retenu par les pays africains n'avait pas assez été prévu sur le plan de la procédure par les gens de la présidence.

On ne pourra bien sûr tirer un bilan définitif qu'une fois la Conférence terminée, mais d'ores et déjà on peut dire que l'organisation d'une telle Conférence compte aujourd'hui des responsabilités et des charges qu'il est très difficile de faire assumer par une société nationale. D'autre part, le fait que cette Conférence se tienne à Genève, haut lieu de conférences politisées où les Missions ont des diplomates rompus aux débats politiques, constitue certaine-

Letzte
 Zeile

1 150 000 24665

Datum: _____
 Tel. intern _____

Visum:

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

11

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

ment une des raisons de ces difficultés. On a assisté pendant ces trois jours à l'intrusion - douloureusement ressentie - de la réalité du monde d'aujourd'hui dans l'univers jusqu'à présent préservé des Conférences de la Croix-Rouge.

P.S.: Lundi matin, nouveaux statuts Croix-Rouge Internationale ont été adoptés en commission par acclamation. C'est là un incontestable succès pour le CICR.

Letzte
Zeile

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum: _____

An: EDA
Telegrammdienst
3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

12

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Visite Directeur Europe occidentale MINREX Cuba, Ambassadeur
Fernando Florez Ibarra (F) 23./24.10. à Berne.

Visite F faisait suite à celle Ambassadeur Ramseyer à Cuba en janvier dernier et s'inscrit dans cadre contacts interministeriels que Cubains souhaiteraient plus fréquents. F a eu entretiens avec Chefs Divisions politique I et II, Secrétariat politique, Service économique et financier et vice-directeur des O.I. (échanges culturels et scientifiques). Il a été reçu par Secrétaire d'Etat pour visite courtoisie. Entretiens ont porté principalement sur situation internationale (Reykjavik, Amérique centrale, Afrique australe, endettement).

BRUNNER.

NNNN

Letzte
Zeile

Datum: _____

Tel. intern _____

Visum:

Pourparlers économiques avec la Grèce

Pourparlers que l'Ambassadeur Lévy (Ly) a eus à Athènes les 23 et 24 octobre se sont déroulés dans une bonne atmosphère et ont permis des échanges de vues approfondis et fructueux sur un certain nombre de questions parfois délicates.

Au cours de l'entrevue avec le Ministre du Commerce Katsifaras, la nécessité de développer des échanges bilatéraux qui sont de faible importance a été reconnue par les deux parties. Katsifaras a annoncé que le dépôt à l'importation serait supprimé comme prévu à fin avril 1987. Ly a invité Katsifaras à se rendre en Suisse pour discuter de la problématique pharmaceutique avec les milieux concernés.

Problèmes liés à l'intégration européenne abordés avec M. Kranidiotis, Secrétaire spécial chargé des affaires communautaires au MAE. De manière générale, la Grèce appuie l'extension de la coopération entre CEE et pays de l'AELE. Elle partage la position suisse sur la majorité des questions abordées, les achats publics mis à part; elle est en particulier favorable à la simplification des règles d'origine.

Entretien avec Mme Vasso Papandreou, Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Industrie, de l'énergie et de la technologie, centré sur la question des investissements étrangers en Grèce. Ly a fait remarquer que la condition essentielle au développement de ces investissements réside dans une politique plus prévisible et plus stable des autorités grecques vis-à-vis des entreprises; de plus, un effort important doit être entrepris pour améliorer la transparence de la réglementation. Les difficultés de Landis & Gyr en Grèce résultent de l'incertitude créée par le comportement de la Public Power Corporation dans la négociation du renouvellement du contrat à long terme. Mme Papandreou a proposé une coopération scientifique bilatérale Suisse/Grèce en complément de la collaboration dans le cadre communautaire et d'EUREKA.

M. Yannis Papantoniou, Secrétaire d'Etat au Ministère de l'économie nationale, chargé des relations économiques internationales, a donné appréciation sur situation économique actuelle en Grèce et sur politique de redressement mise en oeuvre, en insistant sur importance investissements étrangers dans ce processus. Séance plénière qui a suivi consacrée essentiellement aux moyens pratiques et concrets de stimuler échanges bilatéraux. Délégation suisse a relevé certains obstacles administratifs gênants, alors que délégation grecque a proposé intensification coopération dans domaine industriel (sous-traitance), touristique et de la recherche agricole et écologique. La question de la redevance routière suisse a également été abordée par la Grèce.

Ly a profité séjour à Athènes pour rencontrer milieux suisses établis en Grèce. Il a notamment présenté exposé devant cercle helléno-suisse. Contact avec représentants entreprises suisses a permis de discuter problèmes et perspectives de développement de ces firmes.

L'impression générale recueillie est que la Grèce reste un pays peu développé qui n'a pas encore véritablement procédé à son décollage industriel et qui souffre des erreurs économiques d'un passé récent. Sa participation aux Communautés européennes constitue à la fois une chance offerte et une épreuve dont certains doutent - en termes voilés même parmi les fonctionnaires - qu'elle la réussira; en tout état de cause, la Grèce constituera encore pour longtemps une hypothèque grevant l'action communautaire. Toutefois, l'intérêt manifesté par tous les interlocuteurs envers les investissements suisses, la technologie suisse et l'expansion des échanges bilatéraux à favoriser par l'élimination des entraves administratives peut être interprété comme un signe favorable.

Industrial Development Board (IDB) der UNIDO, 13.-23. Oktober 1986
in Wien

Erstmals seit der Umwandlung in eine Spezialorganisation hat sich der IDB der UNIDO anlässlich seiner zweiten Session mit substantiellen Fragen beschäftigt. Die Diskussion über "neue Konzepte der Zusammenarbeit im Bereich der industriellen Entwicklung" stand ganz im Zeichen des neuen Kurses, der seit September 1985 vom Philippiner Domingo Siazon geleiteten Organisation; nämlich einer Abkehr vom Dirigismus der alten UNIDO, starker Betonung der Rolle des einzelnen Unternehmens, vor allem auch der kleinen und mittleren Betriebe, deren Effizienz, der ländlichen Industrialisierung und einer Beschränkung des Staates auf das Schaffen eines günstigen Investitionsklimas und das Zuverfügungstellen der Infrastruktur.

Bemerkenswert in der Diskussion war, dass die Linie des Sekretariats nicht nur Zustimmung bei den westlichen Industrieländern fand, sondern auch von den ^{meisten} Entwicklungsländern positiv kommentiert wurde. Die Planwirtschaftsländer der Gruppe D waren mit ihrer ablehnen- den Position isoliert. Das Thema der "neuen Konzepte" wird 1987 Haupttraktandum der Generalkonferenz von Bangkok sein.

Ueberschattet wurde dieser erfreuliche Verlauf der IDB-Session leider von der schweren Finanzkrise. Der Fall des US-Dollars und unter den Erwartungen bleibende Beitragseingänge - teils Nichtzahlungen durch USA, teils schlechte Zahlungsmoral - lassen das Sekretariat bis Ende 1987 ein Manko in der Kasse von rund \$ 35 Mio. erwarten; auf die verbleibende Budgetperiode (Oktober 1986 - Dezember 1987) umgerechnet, entspricht dies einem Ausfall von 50 % (!) des Haushalts. Angesichts der kritischen Situation entschloss sich der IDB zu einer Reihe von Massnahmen:

- Der Betriebsmittelfonds wurde von \$ 6 Mio. auf \$ 9 Mio. erhöht;
- UN-Generalsekretär Pérez de Cuellar wird um Erstreckung eines für die UNIDO bestimmten Starthilfedarlehens in Höhe von \$ 16 Mio. ersucht;

- Vorschläge für administrative Einsparungen und Programmkürzungen in Höhe von \$ 12,6 Mio. wurden "zur Kenntnis genommen", d.h. sollen realisiert werden;
- Programm- und Budgetkomitee sowie IDB in einer Sondersession werden im März 1987 weitere Massnahmen erörtern, insbesondere auch verschiedene Optionen für die langfristige Lösung des Wechselkursproblems.

Schweizerischerseits (Delegationschef: Botschafter Roethlisberger, der die Präsidentschaft des Rates turnusgemäss an den tunesischen Botschafter Zannad übergab) schloss man sich dem Konsens über diese Massnahmen an, obwohl man sich vor allem im administrativen Bereich einen klareren Sparauftrag gewünscht hätte und aus prinzipiellen Gründen der Erhöhung des Betriebsmittelfonds mit Zurückhaltung gegenüberstand (diesbezüglich: Stimmenenthaltung). Die Finanzdiskussion wurde allerdings durch die weitgehende Ungewissheit über das Ausmass der US-Beitragskürzungen nicht erleichtert.

Informationsaustausch Schweiz-EG
über Umweltschutzfragen

In Bern fand am 21. Oktober 1986 der zehnte Informationsaustausch zwischen der Schweiz und der EG-Kommission (EGK) statt. Unter Leitung von Bruno Böhlen, Direktor des Bundesamtes für Umweltschutz, führte die Schweizer Delegation Gespräche mit einer Vertretung der EGK, die vom Generaldirektor a.i. für Umwelt, Verbraucherschutz und nukleare Sicherheit, Anthony Fairclough, angeführt wurde. Die in regelmässigen Abständen stattfindenden Treffen dienen dem Austausch von Informationen im Bereich der Umweltpolitik, die für die Gesprächspartner von besonderem Interesse sind.

Neben einem Gedankenaustausch über den allgemeinen Zustand der Umwelt und die Stellung des Umweltschutzes in der Schweiz und den EG standen Fragen im Bereich der Luftreinhaltung, der umweltgefährdenden Stoffe, der Sonderabfälle, des Gewässerschutzes sowie des Natur-, Landschafts- und des Tierschutzes auf der Tagesordnung. Diskutiert wurden ebenfalls die Bestrebungen zur Lärmbekämpfung.

Die beiden Delegationen kamen überein, in verschiedenen spezifischen Bereichen den Informationsaustausch in Expertentagungen zu vertiefen.

Die Erörterung der Tätigkeitsprogramme der bedeutendsten zwischenstaatlichen Organisationen und der EG-EFTA Zusammenarbeit musste auf eine ad hoc Sitzung verschoben werden, welche am Rande der von der EGK für die EFTA-Länder in Aussicht gestellten Informationssitzung über das Europäische Umweltjahr 1987 im November 1986 in Brüssel stattfinden soll.

eroeffnung des "saudi-swiss symposium on civil defense,
safety and security" in riad (saudi arabien)

hans mumenthaler, direktor des bundesamtes fuer zivilschutz, und prinz naif, saudischer innenminister, haben am 19.10.86 in riad programm-gemaess ein viertaegiges zivilschutzsymposium sowie eine entsprechende ausstellung eroeffnet.

zur veranstaltung haben sich regierungsdelegationen aus algerien, aegypten, bahrain, irak, jordanien, kuwait, oman, pakistan, qatar, tunesien, tuerkei + den vereinigten arabischen emiraten eingefunden. den eroeffnungsfeyerlichkeiten, die in der sogenannten king faisal hall stattfanden, wohnten rund 1000 personen bei.

bekanntlich weilte general hashim abdulrahman, chef des saudischen zivilschutzes, 1985 mit einer delegation in der schweiz. das schweizerisch-saudische zivilschutzsymposium in riad ist als fortsetzung der damaligen kontakte geplant worden.

unter der leitung der schweizerischen zentrale fuer handelsfoerderung (szh) haben 21 firmen in verschiedenen arbeitsgruppen veranstaltung und ausstellung vorbereitet und eine auch in den uebrigen maerkten einsetzbare broschuere ueber das "exportprodukt zivilschutz" geschaffen.

Da der schweizerische zivilschutz teil der nationalen sicherheitspolitik der dissuasion ist, kann die veranstaltung in riad nicht nur als eine exportfoerderungsaktion gewertet werden. mit der anwesenheit einer groesseren zahl auslaendischer delegationen hat das symposium eine besondere aussenpolitische dimension erhalten. neben der konkreten hilfe zuhanden schweizerischer firmen hat sich der direktor des bundesamtes fuer zivilschutz, hr. mumenthaler, vor allem auch unter diesem gesichtspunkt bereit erkluert, die delegationsleitung zu uebernehmen.

BRUNNER.

1.A.22.14.7.3. - HK/ls

Sa 29. Okt. 86 08

Interne Verteilerliste

Betrifft: Wochentelex 44/86

Bundesrat Aubert		CFA
Sekretäre Chef EDA	Herr Jaccard	JL
	Herr Erard	ER
Politischer Direktor	Botschafter Brunner	BRE
Chef Sekretariat pol. Direktor	Herr Loréтан	LR
Koordination und Planung	Herr Schaller	SRU
Sekretariat pol. Direktor	Frl. Chollet	W 156
Rechtsberater	Botschafter Monnier	MX
Protokoll	Botschafter Manz	MA
	Herr Barbey	BAC
Politisches Sekretariat	Botschafter Ramseyer	RY
	Herr Speck	SPE
Politischer Dokumentationsdienst	Herr Schmalz	SZ
Kanzlei politisches Sekretariat		W 338
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Faillettaz	FA
	Herr Faivet	FB
Politische Direktion		
Politische Abteilung I	Botschafter Pianca	PIA
	Herr Wyss	WS
	Herr Fetscherin (KSZE)	FN
	Herr Faessler	FCH
	Herr de Dardel	DJ
Politische Abteilung II	Botschafter Rüegg	RUE
	Herr Blickenstorfer	BLI
	Herr Strauch	STH
Sektion für konsularischen Schutz	Herr Robert	RO
Auslandschweizerangelegenheiten	Minister Leippert	LT
Fremde Interessen	Herr Ghisler	GH
	Herr Flückiger	FK
Direktion für internat. Organisat.	Botschafter Muheim	MF
	Minister Staehelin	SIN
	Minister Lautenberg	LA
Sektion Vereinte Nationen und internat. Organisationen	Herr von Graffenried	GV

Sektion internationale wissenschaftliche Angelegenheiten	Herr Creola	CRE
Sektion für kulturelle und UNESCO-Angelegenheiten	Herr Luciri	LC
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Herr Theurillat	TB
Information über UNO-Angelegenheiten	Herr Bucher	BUJ
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Stettler Minister Reimann	KT STR REI
Sektion Völkerrecht	Herr Imhof	IH
Sektion Entschädigungsabkommen	Herr Bühler	BC
Sektion Staatsverträge	Herr Rubin	RC
Sektion Landesgrenze und Nachbarrecht	Herr Dubois	DS
Sektion Verkehr	Herr Hulliger	HG
Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger	Basel
Generalsekretariat	Botschafter Wermuth Herr Indermühle Herr Ruf	WER IND RG
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals	Herr Bodenmüller	BOD
Personalsektion	Herr Kaiser/Herr Reich	KA/RE
Sektion Bezüge und Zulagen	Herr Trinkler	TK
Verwaltungsinspektorat und konsularische Angelegenheiten	Herr Castelli	CS
Kuriersektion	Herr Scheurer	SR
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe	Botschafter Staehelin	SFR
Stellvertretender Direktor	Herr Wilhelm	WM
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland	Herr Blaser	BL
Vizedirektor	Herr Giovannini	GI
Vizedirektor	Herr Högger	HL
Informationsdienst	Herr Leuzinger	LP
Multilaterale Angelegenheiten	Herr Pasquier	PA
Sektion Internationale Hilfswerke	Herr von Muralt	MD
Integrationsbüro EDA/EVD	Minister Kellenberger	Ke

1 Ex. Délégation suisse près l'AELE, 1 Ex. Mission permanente, Genève
30 Ex. BAWI, Büro 81, Bundeshaus Ost (vom Wochentelex nur 31 Ex.)

(vom Wochentelex 1 Ex. an Raymond Probst, a. Staatssekretär,
Brunnadernstr. 76, 3006 Bern)

Informations- und Pressedienst

1.A.22.14.7.3. - HK/1s

V E R S A N D L I S T E

Betrifft: **Wochentelex 44/86**

DIPLOMATISCHE VERTRETUNGEN

Abidjan	Djeddah	New York / UNO
Abu Dhabi	Dublin	Oslo
Addis Abeba	Guatemala	Ottawa
Akkra	Hanoi	Panama
Algier	Harare	Panmunjom
Amman	Havanna	Paris
Ankara	Helsinki	Paris / OECD
Asuncion	Islamabad	Paris / UNESCO
Athen	Jakarta	Prag
Bagdad	Kairo	Pretoria
Bangkok	Khartoum	Quito
Beijing	Kigali	Rabat
Beirut	Kinshasa	Rom
Belgrad	Kopenhagen	San José
Berlin DDR	Kuala Lumpur	Santiago de Chile
Bogota	Kuwait	Singapur
Bonn	Lagos	Sofia
Brasilia	La Paz	Stockholm
Brüssel	Lima	Strassburg / Europarat
Brüssel / Mission	Lissabon	Söul
Budapest	London	Tananarive
Buenos Aires	Luanda	Teheran + Fremde Inter.
Bukarest	Luxembourg	Tel-Aviv
Canberra	Madrid	Tokio
Caracas	Manila	Tripolis
Colombo	Maputo	Tunis
Conakry	Mexico	Warschau
Dakar	Monrovia	Washington
Damaskus	Montevideo	Wellington
Dar es Salaam	Moskau	Wien
Den Haag	Nairobi	Yaoundé
Dhaka	New Delhi	

Genf / IO

GENERALKONSULATE:

Hong Kong
Mailand
München
New York
Frankfurt

97 Vertretungen
+ 5 Generalkonsulate

102 total
=====

i.A.22.14.7.3. - HK/is

TELEGRAMM (CH)

Wochentelex 44/86

a) an die diplomatischen Vertretungen in:

- | | | |
|-----------------------------------|-----------------------|-------------------------------|
| - Accra | - Den Haag | - Peking |
| - Addis Abeba | - Dublin | - Prag |
| - Algier | - <i>Havanna</i> | - Pretoria |
| - <i>Amman</i> | - Helsinki | - Rabat |
| - Ankara | - <i>Guatemala</i> | - Riad |
| - Athènes | - Jakarta | - Rome |
| - Bagdad | - Kairo | - Santiago |
| - Bangkok | - <i>Kinshasa</i> | - Stockholm |
| - Beirut | - Lagos | - Strassburg Repr. |
| - Bonn | - Lissabon | - Teheran |
| - Brasilia | - Madrid | - Tel Aviv |
| - Brüssel
Botschaft + Mission) | - Mexiko | - Tokio |
| - Budapest | - Moskau | - Warschau |
| - Buenos Aires | - Nairobi | - Washington |
| - Bukarest | - New Delhi | - Wien |
| - Canberra | - New York/Swissobser | |
| - Caracas | - Ottawa | |
| - Dar es Salaam | - Oslo | |
| | - Paris (auch OECD) | |

b) mit Kurier an alle übrigen diplomatischen Vertretungen sowie an die Generalkonsulate Hong Kong, New York, Mailand, München und auch an die Delegation in Panmunjom.

c) an die Direktionen, Abteilungen und Dienste der Zentrale zur Information

d) an das Bundesamt für Aussenwirtschaft (BAWI) und das Integrations-